

\* \* \* \* \*

**ARRETE MODIFIANT TEMPORAIREMENT**

**L'ARRETE DE POLICE A L'INTERIEUR  
DES LIMITES ADMINISTRATIVES  
DU PORT DE CAEN-OUISTREHAM**

« Réglementation temporaire de la circulation et du trafic cycliste – derrière la base de maintenance EMR - jetée Paul-Emile Victor – OUISTREHAM – tests d'étanchéité des fenêtres du bâtiment »

\*\*\*\*\*

**Le Président du Syndicat Mixte Ouvert Ports de Normandie**

\*\*\*\*\*

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code des transports ;

**VU** le code de la route ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** l'instruction ministérielle sur la signalisation routière du 24 novembre 1967 modifiée ;

**VU** les conventions de transfert en date des 29 et 30 décembre 2006 portant application des articles 30 et 104 de la loi de décentralisation n°2004-809 du 13 août 2004, relatif aux modalités de mise en œuvre du transfert de compétence et de propriété des ports de Dieppe, de Cherbourg et de Caen-Ouistreham ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant adhésion du syndicat mixte du port de Dieppe au syndicat mixte des ports de Caen-Ouistreham et de Cherbourg ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 21 février 1968 réglementant la circulation sur les routes, allées de desserte et terre-pleins du Port de Caen-Ouistreham ;

**VU** l'arrêté n°2021-066 en date du 31 août 2021, portant délégation de signature du Président du Syndicat Mixte Ports de Normandie ;

**CONSIDERANT** la demande de la société EDF Renouvelables, en date du 13 novembre 2023, et le besoin d'occuper partiellement la chaussée pour permettre à l'entreprise SVM de tester l'étanchéité des fenêtres situées sur l'arrière du bâtiment d'EDF Renouvelables, jetée Paul-Emile Victor à Ouistreham, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation et le trafic cycliste.

**ARRETE**

**Article 1** : **La circulation et le trafic cycliste seront temporairement modifiés, le 16 novembre 2023 de 8h00 à 18h00**, sur la chaussée située à l'arrière de la base de maintenance des énergies marines renouvelables de la société EDF Renouvelables, jetée Paul-Emile Victor à Ouistreham, conformément au plan joint, afin de permettre à un camion nacelle de se positionner pour les tests d'étanchéité des fenêtres du bâtiment, réalisé par l'entreprise SVM.

La circulation et le trafic cycliste se feront en voie rétrécie sur la voie est de la chaussée.

La zone de chantier sera modifiée selon l'avancement de la mission de l'entreprise SVM.

**Article 2 :** Une signalisation adéquate sera mise en place par l'entreprise SVM pendant le chantier afin de garantir la sécurité des usagers, y compris pour les piétons, conformément à la réglementation en vigueur. La signalisation doit toujours être adaptée, cohérente, crédible, lisible et entretenue.

La pose et la dépose de la signalisation seront à la charge de l'entreprise SVM.

**L'entreprise SVM devra réserver un passage pour les usagers portuaires et notamment pour les agents de Ports de Normandie et de la Capitainerie du port de Caen-Ouistreham.**

**Article 3 :** Toutes infractions aux dispositions énoncées aux articles précédents seront constatées et poursuivies conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général du SYNDICAT MIXTE OUVERT PORTS DE NORMANDIE, l'entreprise EDF Renouvelables et l'entreprise SVM sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :** Une ampliation sera adressée à :

- L'entreprise SVM pour exécution et affichage ;
- Monsieur le Directeur de la base de maintenance d'EDF Renouvelables pour exécution et affichage ;
- Monsieur le Maire de Ouistreham pour information et affichage ;
- Monsieur le Commandant du port de Caen-Ouistreham ;
- Monsieur le Directeur des Equipements Portuaires de la CCI Caen Normandie ;
- Monsieur le Directeur Général de la SNIP ;
- Monsieur le Commandant du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados ;
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Calvados.

**Saint-Contest, le 14 novembre 2023**

**Pour le Président du Syndicat Mixte  
et par délégation  
Le Directeur Général**

**Philippe DEISS**

**Annexe : PLAN**

**Affiché le :**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans le délai de 2 mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*